



### Notre Clin d'œil à l'actualité

On peut reprocher beaucoup de choses à Vladimir Poutine mais pas d'avoir caché ses intentions. Dès le début des discussions sur le rapprochement de l'Ukraine avec l'Union Européenne, le président russe a exprimé son désaccord, allant même jusqu'à offrir d'aider les Ukrainiens pour leur éviter la faillite. Il a ensuite dénoncé les émeutes de Kiev et logiquement refusé de reconnaître le nouveau gouvernement. Abandonner la Crimée aux mains d'un nouveau pouvoir qui lui était hostile ne lui semblait pas possible, pour des raisons géopolitiques que nous avons longuement expliquées. Les Criméens, en majorité russophones, ont approuvé leur rattachement à la Fédération de Russie au cours d'un référendum certes contestable, mais qui a le mérite de donner un semblant de légitimité à ce qui est une annexion pure et simple. Lors de la confirmation par les deux chambres du Parlement russe de ce rattachement, Poutine a déclaré : « *nous ne voulons pas la division de l'Ukraine, ne croyez pas ceux qui vous disent qu'il y aura d'autres annexions* », faisant allusion notamment à l'est de l'Ukraine, forte de nombreux russophones.

S'il s'en tient là, il est probable que les gesticulations occidentales - essentiellement gel d'avoirs de personnalités proches de Poutine - ne déboucheront sur rien. Les sanctions économiques que brandissent les USA, l'Allemagne ou la Grande Bretagne coûteraient plus cher à ces pays qu'à la Russie. Quant à la France, ce serait elle qui en souffrirait sans doute le plus. A commencer par l'annulation de l'achat des deux navires Mistral prêts à être livrés à la Russie et surtout la recherche d'une nouvelle source d'approvisionnement en gaz. Il serait paradoxal que notre gouvernement rose-vert fasse appel au gaz de schiste américain alors que nous venons de refuser aux yankees tout forage sur notre sol.

Mais s'il est peu probable de voir les troupes russes envahir l'est ukrainien, Moscou attise les inquiétudes sincères d'une partie de la population orientale et prône la « *fédéralisation, seule solution pour surmonter les divisions du pays* ». Déjà, le conseil régional de Lougansk, dans l'est de l'Ukraine, réclame un référendum sur l'autonomie. En réalité, il s'agit d'empêcher Kiev d'engager toute politique ne convenant pas aux intérêts du Kremlin.

La France n'est pas la Russie. Mais la popularité de Poutine, qui a dû céder son siège pendant quatre ans avant de revenir aux affaires, doit donner des idées à Sarkozy pour 2017. Cela donne également des idées à ses adversaires qui font feu de tout bois pour lui barrer la route. La presse hostile à l'ancien président et nombre de juges prêts à tout pour le discréditer ont mis en œuvre tous les moyens à leur disposition pour éviter son retour. Ce sont des enregistrements de conversations privées avec ses avocats qui, au cas probable où ces écoutes seraient déclarées illégales, sont transmis à la presse pour s'assurer de la plus large diffusion possible. Le mal est fait, il chemine, il s'avance, et rien ne pourra désormais le réparer, même si Nicolas Sarkozy est sorti de son mutisme pour s'indigner des méthodes employées pour empêcher son retour sur la scène politique; retour qu'il continue pourtant à dire ne pas souhaiter.

La France a accusé en janvier un déficit courant de 3,9 milliards d'euros en raison d'échanges de biens lourdement déficitaires, a annoncé lundi la Banque de France, indiquant que l'adoption d'une nouvelle méthodologie internationale empêchait les comparaisons avec les mois précédents. Le déficit des échanges de biens en janvier, plus couramment appelé le déficit commercial, a atteint 5,1 milliards, alors qu'il se serait monté à 5,9 milliards selon l'ancienne méthode, a précisé la Banque de France. Plus encore que les déficits du budget, de la Sécurité Sociale ou du régime des retraites, ce déficit commercial souligne à quel point la France a perdu toute compétitivité. Le pacte dit « de responsabilité », même s'il voit le jour, ne devrait pas y changer grand-chose : trop peu, trop tard !

Malgré les manœuvres de diversion mises en place par le pouvoir afin de cacher son incompétence, le premier tour des élections municipales a vu un taux de participation à peine un peu plus faible qu'en 2008. Sans surprise, ce premier tour a vu une poussée du Front National. Les médias y voient le rejet des deux partis principaux. Pour le PS, ce rejet reflète bien évidemment l'opinion générale de nos citoyens envers la politique menée par le gouvernement, comme les cotes de popularité de François Hollande et de Jean-Marc Ayrault ne cessent de nous le rappeler. Il est clair toutefois que les suffrages exprimés perdus par la gauche ne se sont pas tous retrouvés sur les listes de l'UMP et de l'UDI. Les « affaires » montées contre Sarkozy et les dissensions au sommet de l'UMP n'en sont pas les seules causes. Il est clair qu'un grand nombre d'électeurs n'ont pas oublié leurs griefs envers le quinquennat précédent.

Le deuxième tour verra sans doute quelques triangulaires dont sortiront plusieurs maires frontistes. L'occasion pour le FN de montrer ce qu'il sait faire. Mais surtout, le FN aura de nombreux Conseillers municipaux dont le rôle risque de se montrer délicat. Nous y reviendrons.

La bonne nouvelle de la semaine nous vient des chantiers STX France. L'armateur italo-suisse MSC Croisières les a choisis pour faire construire ses deux prochains paquebots géants, avec une option pour deux paquebots supplémentaires. Une commande qui atteint 1,5 milliard d'euros et qui atteindrait 3 milliards si l'option était levée. Seule ombre au tableau : les syndicats regrettent les sacrifices consentis par les employés des chantiers afin de présenter une offre compétitive. Mais, en même temps, une démonstration de ce qu'il faut faire pour gagner des marchés.

### Le troisième pilier de la République Par Raoul Lombard

L'intervention très remarquée de Nicolas Sarkozy dans un grand journal du matin suscite des réactions passionnées. En mi teinte chez ceux qui craignent de le voir redevenir le meilleur compétiteur de leur camp lors de la prochaine présidentielle.

Mais il est l'objet de ce qu'il faut bien appeler un véritable lynchage de la part de toute la gauche qui tire à boulets rouges sur le précédent président de la République, probablement parce que l'actuel est lui-même au moins trois fois moins haut que lui dans les sondages et qu'il préférerait de beaucoup affronter Marine le Pen au deuxième tour en 2017.

Bien entendu tous les médias qui vivent sur ce « marronnier » vont essayer de l'exploiter jusque à la chute de la dernière feuille. Car, si l'on en croit un sondage, la moitié des Français pensent qu'il y a « complot » et tout autant qui n'y croient pas. Il y a donc pour longtemps du grain à moudre.



Complot ou pas complot ? La question ne se poserait pas si la vraie question l'était préalablement : comment de tels médias, qui font leur miel de ce qu'ils dénoncent, ont-ils si souvent et presque immédiatement accès aux procès verbaux dressés par des magistrats ? Que font ces magistrats ou leurs hiérarchie pour mettre fin à ce qui est autant une violation de la déontologie que de la loi qui prescrit le secret des instructions ?

Or, à quoi assiste t'on ? Deux suspects : Nicolas Sarkozy et son avocat, un comparse, un juge qui, nous dit-on, espérait aller à Monaco sont mis sur écoute, enregistrés durant plus d'une année, leurs conversations privées mises sur la place publique et ces fautes professionnelles de certains magistrats ne sont l'objet d'aucune opprobre de la part de leur hiérarchie ou de la Garde des Sceaux ?

De sa part rien d'étonnant ! Ne s'est elle déjà montrée elle-même plus politique que respectueuse des lois dans différentes circonstances : le « mur des cons » par exemple, ou l'expression de son sentiment quant à ce que doit devenir « notre civilisation » !

Nicolas Sarkozy a t'il raison de comparer ces dérives à ce qui se passait en Allemagne de l'Est du temps de la Stasi? Non, quantitativement, car ce genre de dérive y était la règle. Oui, dans le cas présent, où la loi est bafouée avec l'aval ou au moins l'acquiescement tacite du pouvoir du moment.

La justice se doit d'être sereine. Sans parti pris. Sans préjudice affiché. Elle n'a qu'une fonction : faire appliquer les lois votées par le parlement et les décrets d'application qui les explicitent.

Certes les magistrats ont parfaitement le droit comme tout citoyen d'avoir leur propre opinion politique. Mais étant donné leur fonction dans l'Etat, ces opinions ne doivent concerner qu'eux mêmes et n'ont pas à s'afficher.

Le Conseil supérieur de la magistrature est d'ailleurs statutairement là pour sanctionner ceux des magistrats qui dérogeraient à ce principe. Le « mur des cons » aurait donc dû, par exemple, faire en son temps un tollé bien plus important dans la presse et dans les partis que telle ou telle affaire touchant un homme politique.

Car nous sommes là dans l'un des trois piliers du pouvoir. La Garde des Sceaux avait donc le devoir de déférer elle même les responsables devant le Conseil Supérieur de la Magistrature. Non seulement elle ne l'a pas fait, mais même après les rebondissements d'il y a quelques jours qui ont vu un juge se saisir de l'affaire, elle a estimé ces poursuites inutiles « faute de pouvoir identifier exactement ceux qui ont apposé ces photos ». La même philosophie qui fait relâcher par quelques juges tous les coupables de vols ou d'agressions organisés en groupe « faute de savoir qui a fait quoi », alors qu'il existe des lois contre les crimes et délits organisés en bandes; ce qui est le cas la plupart du temps car, si elles sont parfois inconnues sur le terrain de leur action, elle sont parfaitement identifiées dans les banlieues ou quartiers où elles résident !

Rien d'étonnant par ailleurs de la part d'une ex militante politique parvenue à l'un des postes clés du pays même dont elle voulait détacher l'un de ses départements !

Le problème des écoutes qui défraient en ce moment la chronique montrent aussi que les procédés de basse police utilisées par certains juges relèvent plus de la chasse à l'homme que du respect des lois : si leurs téléphones à eux et leurs portables étaient ainsi écoutés pendant des mois et des mois, que de turpitudes incompatibles avec l'impartialité qui doit être la leur pourraient être ainsi jetées sur la place publique !

Quand un journaliste publie un document destiné à rester secret, ce journaliste exonère sa source, même si elle est suspectée d'être un magistrat, par la loi sur la protection des sources.

Quand deux lois fonctionnent en sens contraire il y a quelque chose à changer dans l'une ou l'autre. Ne pas l'avoir fait nous mène là où nous sommes.

# Logique de gauche

- Jean-Luc Mélenchon lance : « *À qui ferait-on croire que le vote est purement local ? Le peuple français est disponible pour la solidarité, il ne l'est pas pour être tondu et pillé* ». Méluce serait-il désormais membre de « Contribuables associés » ?
- DSK donne son avis sur la politique de François Hollande : « *Une fusée qui ne part pas droit ne monte pas au ciel* ». Bien généreux DSK ! La fusée en question nous a toujours paru ressembler plutôt à un pétard mouillé !
- Le Sénateur EELV Jean-Vincent Placé a payé les nombreux PV qu'il avait accumulés, y compris les pénalités de retard. Bonne nouvelle mais il serait plus écologique de se déplacer en vélo !
- Arnaud Montebourg ne prend pas de vélo mais proclame sur Tweeter qu'il « *utilise une Renault Zoé électrique pour se déplacer dans Paris* ». Mais pas un mot sur les caravanes de berlines polluantes qui accompagnent ses déplacements sur les sites de province qu'il s'efforce de « productivement redresser ».
- Pour Christiane Taubira : « *La France est un pays tellement endoctriné à l'incarcération* ». Dommage que cela n'aille pas jusqu'à la mise en prison pour mensonge aggravé devant les Français !
- Cécile Duflot, ministre du Logement, a décidé de reporter d'un mois la trêve hivernale pour expulser les mauvais payeurs. Heureux hasard : la nouvelle date tombe deux jours après le second tour des élections municipales !
- Anne Hidalgo en campagne pour les élections municipales à Paris, assure que la capitale est « *gay-friendly et geek-friendly, les deux étant liés* ». Le rapport entre l'homosexualité et l'addiction aux jeux vidéo ne nous paraît pas évident mais Mme Hidalgo doit avoir des informations que nous ignorons.
- Pierre Moscovici déclare : « *Nous arrivons au moment fondamental du quinquennat* ». De la part du ministre des Finances, il est permis de se demander ce qui va encore nous tomber sur la tête !
- Déçu par l'annonce du possible rachat de SFR par Numéricable, Arnaud Montebourg commente : « *quand on a les yeux plus gros que le ventre, on risque de se mettre en danger* ». Notre ministre du Redressement productif sait de toute évidence de quoi il parle !
- Mme Benguigui, ministre de la Francophonie, a omis de déclarer dans son patrimoine quelques 430000 euros d'actions dans une société belge. Sans doute s'agit-il d'une société située du côté flamand de notre voisine !
- Claude Bartolone, Président de l'Assemblée Nationale, regrette que la France « *soit à l'arrêt pendant un mois et demi à cause des élections municipales* ». Bonne nouvelle : cela fait vingt mois que nous ne cessons de descendre, une petite pause ne peut que nous faire du bien !
- De son côté, selon l'Élysée, François Hollande profite de cette trêve pour « alléger ses journées ». Même réaction : moins il en fait, moins cela nuit à la France !
- Anne Hidalgo, candidate socialiste à la mairie de Paris, reproche à Pierre Serne, Vice Président écologiste de la région Ile de France, chargé des transports, d'avoir « *approuvé une commande de 320 bus à moteur diesel émetteurs de particules fines* ». Sans doute mais les Verts, qui préfèrent le charbon au nucléaire, ne sont pas à un paradoxe près !
- Pierre Moscovici déclare : « *je suis pour un encadrement des bitcoins en France et en Europe, afin que les aspects positifs perdurent mais que les risques soient jugulés* ». Le ministre des Finances doit penser au risque de ne pas pouvoir imposer les bénéfices liés aux échanges dans cette monnaie virtuelle.

## La mémoire courte

Les Occidentaux ont la mémoire courte. En donnant des leçons de droit international à Moscou, ils oublient tout simplement qu'eux mêmes ont souvent confondu droit international et loi du plus fort. Petit rappel pour ne citer que les exemples les plus récents : Qui a envahi l'Irak sans l'aval de l'ONU, en s'appuyant sur un odieux mensonge d'Etat ? Qui a détruit le seul Etat laïc de la région capable de faire rempart contre l'Iran chiite des ayatollahs ? Qui a bombardé la Serbie, là encore sans l'aval de l'ONU ? Qui a renversé Kadhafi, livrant le pays aux milices islamistes qui essaient maintenant dans le Sahel ? Poutine garde rancune de l'humiliation subie par les Russes quand les Occidentaux se sont empressés de reconnaître l'indépendance du Kosovo, que ce pays venait de déclarer de façon unilatérale contre l'avis de Belgrade.

Par conséquent la révolution ukrainienne lui donne une occasion rêvée de rendre aux Occidentaux la monnaie de leur pièce. Jamais il ne lâchera la Crimée. D'abord, parce qu'il est un patriote convaincu, sentiments jugés ringards en Europe occidentale mais pas en Russie, pays fortement attaché à son histoire, à sa culture et à son identité. Ensuite, parce que la Crimée, bien que cédée à l'Ukraine en 1954, est restée russe avant tout, que ce soit au plan historique, culturel ou ethnique. Enfin, parce que la Crimée est un enjeu stratégique majeur qui donne aux Russes un accès à la Mer Noire.

**Pierre Guimard - Valeurs Actuelles**

## Une utopie nommée Europe

Quelle désillusion ! Où est donc le rêve que nous ont vendu nos politiques, de droite comme de gauche, qui nous dépeignaient naguère l'Union Européenne comme le futur paradis sur terre et la monnaie unique comme le moyen indispensable de développer la croissance et l'emploi. L'Union devait être la seule capable de nous protéger de la concurrence mondiale ? Aujourd'hui, selon un récent sondage, pour une majorité de Français elle est vécue davantage comme une source de crainte plutôt que d'espoir. Et 83% des citoyens jugent son action inefficace ! Non seulement l'UE détient le bonnet d'âne en matière de croissance et d'emplois au niveau mondial, mais elle est absente politiquement et militairement dès qu'une crise surgit. La France est désespérément seule au Mali et en Centrafrique. Quant à la crise ukrainienne, elle nous montre un Poutine déterminé face aux 28 pays de l'Union totalement désemparés. Le bilan de ces dix dernières années est accablant. Les peuples ont perdu la maîtrise de leur monnaie et de leurs frontières, les pays du sud sont en faillite, le chômage explose, la croissance est nulle, dettes et déficits s'accumulent, l'immigration de masse menace l'identité européenne et l'impérialisme bruxellois impose sa volonté sans jamais consulter les citoyens.

Après tant de désillusions et compte tenu de la déplorable image que véhiculent nos responsables politiques, il y a fort à parier que la sanction sera sans appel lors des élections européennes.

**Vincent Dauphin - Valeurs Actuelles**

## Concours de mensonges

Que M. Sarkozy ait fait l'objet d'écoutes n'étonnera personne : M. Hollande ne se gênait pas pour dire qu'il le "surveillait". C'est d'ailleurs quand il a eu la certitude d'être sur écoute que M. Sarkozy a fait l'acquisition d'un autre portable, sous un nom d'emprunt, sans se douter d'ailleurs que la surveillance était si étroite et touchait les communications professionnelles de son avocat.

On dirait d'ailleurs qu'il y a une sorte de concours entre les membres du gouvernement, à qui mentira le plus et le plus grossièrement : que M. Valls prétende n'avoir rien su relève de la galéjade ; quand le Ministre de l'Intérieur plaide l'ignorance d'à peu près tout ce qui se fait dans le pays dont il est censé assurer la sécurité, cela prouverait qu'il est si incompetent pour exercer cette charge qu'il ne sait même pas ce que font les nombreuses personnes dépendant de son autorité quand elles procèdent à des écoutes ou des perquisitions...

Mais on sait que le mensonge est la seconde nature de M. Valls. Mme Taubira, quant à elle, pratique le mensonge outrepassant, en présentant comme preuves de son ignorance (qui serait d'ailleurs presque aussi incongrue que celle de M. Valls) des documents dont elle voulait cacher le contenu. Malheureusement pour elle, ils prouvent qu'elle n'ignorait rien. Ne parlons pas de M. Ayrault. Apparemment, il estime que la posture normale d'un premier ministre est celle des fameux « trois petits singes » : ne rien voir, ne rien entendre, ne rien dire.

**Marie Chazelas - Valeurs Actuelles**

## Le « club des naufrageurs »

Deux ans de législature : cela n'a pas servi à améliorer la vie de chacun d'entre nous ou à redresser le pays : c'est le club des naufrageurs !

En déclin depuis vingt ans, la France se trouve aujourd'hui en phase de décrochage. Il suffit de regarder les signes de mauvais augure comme la fuite des jeunes diplômés, l'appauvrissement de la population, la hausse des prélèvements, nos impôts et taxes en folie... Des déficits qui perdurent ! Une dette qui augmente malgré l'overdose fiscale ce qui tue nos entreprises et démotive les classes moyennes. La France surendettée et ruinée n'a plus de marge de manœuvre.

Elle est enferrée dans un piège qui se referme doucement : fuite des « riches » des investisseurs étrangers, des entrepreneurs, la délocalisation des entreprises... avec un assistanat plus attractif que le travail. Aucun texte sérieux sur la réforme des retraites. Rien sur l'assurance chômage, qui va afficher cette année un déficit cumulé de 20 milliards d'euros. Rien sur les déficits de la sécurité sociale ! Nous sommes au fond du trou mais on creuse encore... Rien, sinon l'usine à gaz du crédit d'impôt compétitivité emploi, pour tenter de ré-industrialiser le pays. Ce crédit d'impôt m'évoque la chimiothérapie palliative qu'on administre à un malade en fin de vie pour lui donner l'illusion qu'on le soigne !

À voir la suite en 2014/2015 avec le pacte de responsabilité...des paroles et des actes ? Pour moi c'est avec nos politiques et nos syndicats un écran de fumée... Des paroles sans les actes ! Une autre usine à gaz avec la fusion du CICE (20 milliards) et le pacte (30/35 milliards) n'est pas très clair.... En fait 10 milliards ?

De plus, le MEDEF n'est pas d'accord ! Les syndicats non plus ! La réforme est mort-née ce n'est pas une fausse couche, c'est un avortement.... Au plan des actes : la collectivité française n'a pas réduit d'un centime le périmètre de ses gaspillages institutionnels. Elle les a même accrus.

Plus grave : Aucune réforme de structures n'a eu lieu ou n'est prévue pour 2014. Rappel : Le motif N° 1 de l'émigration de nos jeunes diplômés, c'est la faiblesse des offres d'emplois en France. La faiblesse des salaires nets, l'image démoralisante de nos industries en perte de compétitivité qui, soit périclite, soit, pour survivre, délocalisent. Un avenir pas très radieux ! Les investisseurs actionnaires : pour la gauche ! Des parasites à taxer à mort. Les entrepreneurs, des « patrons » exploités et fraudeurs à mettre sous la surveillance de l'état.

**Gérard Gelé - 4VH**

## Mensonges, brimades et enfumage

Une fois de plus, le gouvernement qu'une majorité mal éclairée a élu il y a près de deux ans nous ment, en partie pour donner satisfaction à une toute petite partie de son électorat à laquelle il a eu l'imprudance de donner un poids, au Parlement et au gouvernement, considérablement supérieur à son influence réelle dans le pays.

Il nous ment, il brime une fraction importante de la population en invoquant des motifs mensongers.

Il ment en prétendant que c'est pour des raisons de santé publique qu'il instaure la circulation alternée, qui empoisonne la vie de ceux des Franciliens qui n'ont pas « la bonne plaque » mais aussi de tous ceux qui en subissent le contrecoup. En effet, avant même que la première voiture à plaque paire ait été arrêtée par la police, la pollution avait été, de façon naturelle, par l'action du vent, réduite au-dessous des seuils d'alerte.

Il ment en prétendant que c'est cette mesure qui réduit la pollution, alors que celle-ci avait déjà presque disparu avant que la circulation alternée soit mise en place.

Il ment en prétendant que cette mesure a une influence importante sur la pollution de l'air. Alors que la pollution provenant de la circulation automobile représente à peine 20% de la pollution totale et que la circulation alternée ne peut la réduire que de 20% au maximum. Si bien que la mise en place de la circulation alternée ne peut diminuer la pollution totale que de 20% de 20%, soit 4 %.

Tous ceux pour qui le transport en voiture est nécessaire sont donc brimés pour un résultat quasi nul.

Outre la satisfaction des EELV, (ce qui ne devrait pas être la principale préoccupation du gouvernement), le seul intérêt de cette mesure est donc de conduire les médias à y consacrer la quasi-totalité du temps consacré aux informations et donc à ne pas s'attarder aux mensonges de Mme Taubira et M. Valls sur les écoutes de conversations entre un avocat et son client.

Jamais une opération de communication n'a mieux mérité le nom d'enfumage !

**Marie Merlin—4VH**

## **Trucages en règle**

**Les attaques politico-juridico-médiatiques contre Sarkozy et Copé s'accompagnent de fausses bonnes nouvelles. Ainsi, la courbe du chômage se serait inversée fin 2013 et le patronat et les syndicats seraient parvenus à un accord sur les contreparties du pacte de responsabilité.**

**Bien sûr, FO et la CGT n'ont rien signé et restent opposées par principe à tout ce qui pourrait abaisser le coût du travail.**

**Bien sûr, il n'y a pas d'engagements chiffrés sur les créations d'emplois (comment cela pourrait-il être possible?).**

**Bien sûr, le Premier ministre précise que les baisses de charges vont être concentrées sur les bas salaires, ce qui présage un texte de loi complexe, comme les socialistes les adorent.**

**Bien sûr, les baisses de charges éventuelles ne seront effectives qu'en 2015.**

**Bien sûr, on ne sait toujours pas comment l'État va compenser les 30 milliards de baisses de cotisations promises...**

**Mais qu'importe! Pour le gouvernement, un accord a été signé et c'est tout ce qui compte!**

**Roger Laroche - Valeurs Actuelles**

*Cette Lettre hebdomadaire est publiée chaque dimanche  
Demandez la gratuitement à [lignedroite@voila.fr](mailto:lignedroite@voila.fr)*